|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2019Genève, 10-20 juin 2019** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 27** | **Révision 1 duDocument C19/31-F** |
| **3 juin 2019** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général |
| améliorer, promouvoir et renforcer l'octroi de bourses de l'UIT |

|  |
| --- |
| RésuméAux termes de sa Résolution 213 (Dubaï, 2018), la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Conseil d'examiner les critères actuels régissant l'octroi de bourses et de formuler des recommandations à l'intention du Secrétaire général, afin d'améliorer, de promouvoir et de renforcer l'octroi de bourses de l'UIT.Le présent document donne un aperçu concernant les bourses, les objectifs de leur octroi, l'admissibilité, les critères de sélection et du rôle important des bourses en tant qu'outil efficace susceptible de favoriser le renforcement des capacités, compte tenu de la rapidité des progrès technologiques et de l'accroissement de la convergence des services. Il contient également en annexe la liste des États Membres remplissant les conditions requises pour l'octroi de bourses. Suite à donnerLe Conseil est invité à **examiner** le présent rapport et à **approuver** les critères relatifs à l'octroi de bourses.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Références[*Résolution 213 (Dubaï, 2018)*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/RES-213-F.pdf) *de la Conférence de plénipotentiaires* |

# 1 Rappel

Les bourses sont octroyées dans le but de favoriser l'inclusion et la participation des États Membres[[1]](#footnote-1) aux manifestations et aux activités de l'UIT, l'objectif premier étant de renforcer les compétences spécialisées en matière de télécommunications et de technologies de l'information et de la communication, en particulier dans les pays en développement.

Jusqu'au 31 décembre 2018, l'octroi des bourses était régi par l'Ordre de service N° 07/05 du 30 mars 2007 relatif à la "politique d'attribution de bourses dans le cadre d'activités financées sur le budget ordinaire de l'UIT". Il était établi dans cet Ordre de service que les États Membres pouvant recevoir des bourses financées sur le budget ordinaire de l'UIT étaient les pays les moins avancés (PMA) et les pays à faible revenu dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant n'excédait pas 2 000 USD. La priorité était donnée aux demandes émanant des PMA. Lorsque le financement n'était pas suffisant pour couvrir toutes les demandes valables, les bourses étaient attribuées de manière à favoriser une répartition équitable, y compris au niveau de la parité hommes/femmes et au plan géographique.

Aux termes de sa Résolution 213 (Dubaï, 2018) relative aux mesures visant à améliorer, à promouvoir et à renforcer l'octroi de bourses de l'UIT, la Conférence de plénipotentiaires a chargé le Conseil d'examiner les critères actuels régissant l'octroi de bourses et de formuler des recommandations à l'intention du Secrétaire général, afin d'améliorer, de promouvoir et de renforcer l'octroi de bourses de l'UIT. Compte tenu de la recommandation du Conseil, le Secrétaire général révisera l'Ordre de service.

# 2 Proposition de révision de la politique d'octroi de bourses dans le cadre d'activités financées sur le budget ordinaire de l'UIT

La proposition de politique énoncée ci-après s'applique aux bourses octroyées à des délégués d'États Membres remplissant les conditions requises, qui auront demandé à l'Union un soutien financier pour participer à des manifestations/activités de l'UIT financées sur le budget ordinaire de l'UIT. Des bourses peuvent être octroyées pour ces manifestations et ces activités, qui sont susceptibles d'être organisées par le Secrétariat général ou par l'un des trois Bureaux, si un budget spécifique est prévu à cette fin.

## 2.1 Admissibilité, octroi et critères de sélection

Dans les limites du budget approuvé pour la manifestation/activité en question et dans les délais fixés pour la réception des demandes, les critères ci-dessous s'appliquent:

1) Les États Membres pouvant recevoir des bourses de l'UIT sont les pays figurant sur la liste des pays en développement établie par les Nations Unies, qui inclut également les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral (**Tableau 1 de l'Annexe**) et les pays dont l'économie est en transition (**Tableau 2 de l'Annexe**).

2) La décision d'octroyer des bourses aux pays en développement à revenu élevé figurant dans la liste sera prise uniquement en fonction des ressources disponibles et après avoir satisfait aux demandes des autres États Membres remplissant les conditions requises qui figurent dans la liste des pays en développement à faible revenu, à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et à revenu intermédiaire (tranche supérieure).

3) Suivant la nature de la manifestation/activité, des bourses peuvent aussi être accordées à des représentants de Membres de Secteur de l'UIT (exception faite des entités à but lucratif) et d'établissements universitaires participant aux travaux de l'UIT. Une base de données sera créée, indiquant les Membres de Secteur qui œuvrent à but lucratif et ceux qui œuvrent à but non lucratif. Comme établi plus haut, la décision d'octroyer des bourses aux Membres de Secteur/aux établissements universitaires sera prise uniquement en fonction des ressources disponibles et après avoir satisfait aux demandes des États Membres remplissant les conditions requises.

4) Une bourse complète, ou une/deux bourse(s) partielle(s) peuvent être accordées à chaque État Membre/entité remplissant les conditions requises.

 Une bourse complète comprend un billet d'avion aller-retour en classe économique selon le trajet le plus direct/économique depuis le pays d'origine jusqu'au lieu de la manifestation/ l'activité ainsi qu'une indemnité journalière destinée à couvrir les frais d'hébergement, les repas et les autres frais.

 Une bourse partielle couvre soit un billet d'avion aller-retour en classe économique soit une indemnité journalière. Dans le cas des bourses partielles, l'UIT prend à sa charge le coût des billets d'avions ou les indemnités journalières de subsistance; l'État Membre/entité concerné(e) doit financer le reste de la bourse. Il est souhaitable que soient accordées, dans la mesure du possible, des bourses partielles en vue d'assurer une utilisation rationnelle des fonds disponibles.

5) Pour octroyer une bourse, il convient de tenir compte de ce qui suit:

– le parcours professionnel des candidats à l'obtention de la bourse, leur poste actuel et comment ils souhaitent appliquer, dans la pratique, les connaissances et l'expérience qu'ils auront acquises;

– les candidats qui participent de manière significative aux travaux de la manifestation ou de l'activité, notamment par des contributions écrites;

– les candidats qui jouent un rôle spécifique (par exemple, les orateurs et les intervenants) dans la manifestation ou l'activité pour laquelle ils demandent une bourse;

– les candidats issus d'États Membres/entités qui remplissent les conditions requises et qui n'ont pas reçu de bourse récemment.

6) Les bourses doivent être accordées d'une manière équitable et transparente, en vue d'assurer une répartition géographique équitable, l'équilibre hommes/femmes et l'inclusion des délégués handicapés ainsi que des délégués ayant des besoins particuliers[[2]](#footnote-2).

 Il conviendrait notamment d'élargir le programme de bourses, afin de permettre aux délégués handicapés et aux délégués ayant des besoins particuliers, dans le cadre des limites budgétaires existantes, de participer aux travaux de l'UIT.

7) Pour être considérée comme valable, la demande de bourse doit être soumise et dûment signée par un coordinateur désigné au niveau national et/ou par un responsable de haut rang de l'administration d'un État Membre ou, le cas échéant, d'un Membre de Secteur (exception faite des entités à but lucratif) ou d'un établissement universitaire.

8) Les représentants les plus hauts placés de l'État (Chef de l'État, Chef du Gouvernement, Ministre, Vice-Ministre, Secrétaire d'État ou équivalent, diplomates de haut rang) ne peuvent pas recevoir de bourses.

9) Aucune bourse ne peut être octroyée pour les conférences habilitées à conclure des traités (Conférences de plénipotentiaires, Conférences mondiales ou régionales des radiocommunications et Conférences mondiales des télécommunications internationales) et pour les sessions du Conseil de l'UIT.

## 2.2 Mesures visant à promouvoir davantage l'octroi de bourses

Les critères régissant l'octroi de bourses, notamment les critères d'admissibilité, doivent être indiqués clairement dans les lettres d'invitation aux manifestations et aux activités pour lesquelles il est possible d'obtenir une bourse. Ces critères doivent être mis à jour régulièrement, selon qu'il est nécessaire, sur la base des recommandations du Conseil de l'UIT, conformément à la Résolution 213 (Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires relative aux mesures visant à améliorer, à promouvoir et à renforcer l'octroi de bourses de l'UIT.

Dans les lettres d'invitation aux manifestations et aux activités pour lesquelles il est possible d'obtenir une bourse, les États Membres/entités doivent être encouragés à prendre en compte l'équilibre hommes/femmes et l'inclusion des délégués handicapés ainsi que des délégués ayant des besoins particuliers lorsqu'ils proposent des délégués pouvant bénéficier d'une bourse.

Un site web consacré aux bourses doit être créé pour regrouper toutes les informations relatives aux bourses de l'UIT, y compris une liste annuelle des manifestations et activités pour lesquelles il est possible d'obtenir une bourse, ainsi que des lignes directrices pour les bénéficiaires de bourses.

## 2.3 Rapports concernant les bourses

Conformément aux dispositions pertinentes de la Résolution 213 (Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, un rapport sur les bourses sera soumis chaque année au Conseil de l'UIT et exposera, entre autres choses, des informations et des analyses sur les points suivants: Secteurs et Secrétariat général de l'UIT; nombre de bourses octroyées par région et par pays; sexe/personne handicapée ou personne ayant des besoins particuliers et charges.

## 2.4 Contrôles appropriés de l'utilisation des bourses

Le Secrétaire général établira des règles et des procédures pour assurer un contrôle interne et une bonne gestion de l'utilisation des bourses. Ces règles et procédures détermineront, entre autres choses, le nombre de bourses qu'une personne peut recevoir pendant un exercice annuel, mais elles limiteront également le montant de l'aide financière qu'une personne peut recevoir pendant un exercice annuel.

**ANNEXE 1: États Membres pouvant recevoir des bourses financées
sur le budget ordinaire de l'UIT**

Les États Membres pouvant recevoir des bourses sont ceux qui figurent sur la liste des pays en développement établie par les Nations Unies[[3]](#footnote-3). Les pays en développement comprennent aussi les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays dont l'économie est en transition ([Tableau 2](#Table2)).

**Tableau 1**

|  | **Pays en développement** |
| --- | --- |
|  | **Pays** | **Pays les moins avancés** | **Petits États insulaires en développement** | **Pays en développement sans littoral** |
| **Afrique** | **Faible revenu (inférieur ou égal à 995 USD)** |
| Bénin | **✓** |  |  |
| Burkina Faso | **✓** |  | **✓** |
| Burundi | **✓** |  | **✓** |
| République centrafricaine | **✓** |  | **✓** |
| Tchad | **✓** |  | **✓** |
| Rép. dém. du Congo | **✓** |  |  |
| Érythrée | **✓** |  |  |
| Éthiopie | **✓** |  | **✓** |
| Gambie | **✓** |  |  |
| Guinée | **✓** |  |  |
| Guinée-Bissau | **✓** | **✓** |  |
| Libéria | **✓** |  |  |
| Madagascar | **✓** |  |  |
| Malawi | **✓** |  | **✓** |
| Mali | **✓** |  | **✓** |
| Mozambique | **✓** |  |  |
| Niger | **✓** |  | **✓** |
| Rwanda | **✓** |  | **✓** |
| Sénégal | **✓** |  |  |
| Sierra Leone | **✓** |  |  |
| Soudan du Sud | **✓** |  | **✓** |
| Tanzanie | **✓** |  |  |
| Togo | **✓** |  |  |
| Ouganda | **✓** |  | **✓** |
| Zimbabwe |  |  | **✓** |
|  | **Pays en développement** |
|  | **Pays** | **Pays les moins avancés** | **Petits États insulaires en développement** | **Pays en développement sans littoral** |
| **Afrique** | **Revenu intermédiaire (tranche inférieure) (996-3 895 USD)** |
| Angola | **✓** |  |  |
| Cabo Verde |  | **✓** |  |
| Cameroun |  |  |  |
| Congo (Rép. du) |  |  |  |
| Côte d'Ivoire |  |  |  |
| Eswatini |  |  | **✓** |
| Ghana |  |  |  |
| Kenya |  |  |  |
| Lesotho | **✓** |  | **✓** |
| Nigéria |  |  |  |
| Sao Tomé-et-Principe | **✓** | **✓** |  |
| Zambie | **✓** |  | **✓** |
| **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Botswana |  |  | **✓** |
| Guinée équatoriale |  |  |  |
| Gabon |  |  |  |
| Maurice |  | **✓** |  |
| Namibie |  |  |  |
| République sudafricaine |  |  |  |
| **Revenu élevé (supérieur ou égal à 12 056 USD)** |
| Seychelles |  | **✓** |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Amériques** | **Faible revenu (inférieur ou égal à 995 USD)** |
| Haïti | **✓** | **✓** |  |
| **Revenu intermédiaire (tranche inférieure) (996-3 895 USD)** |
| Bolivie (État plurinational de) |  |  | **✓** |
| El Salvador |  |  |  |
| Honduras |  |  |  |
| Nicaragua |  |  |  |
| **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Belize |  | **✓** |  |
| Brésil |  |  |  |
| Colombie |  |  |  |
| Costa Rica |  |  |  |
| Cuba |  | **✓** |  |
| Dominique |  | **✓** |  |
| République dominicaine |  | **✓** |  |
| Équateur |  |  |  |
| Grenade |  | **✓** |  |
| Guatemala |  |  |  |
| Guyana |  | **✓** |  |
| Jamaïque |  | **✓** |  |
| Mexique |  |  |  |
| Paraguay |  |  | **✓** |
| Pérou |  |  |  |
| Sainte-Lucie |  | **✓** |  |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines |  | **✓** |  |
| Suriname |  | **✓** |  |
| Venezuela |  |  |  |
|  | **Pays en développement** |
|  | **Pays** | **Pays les moins avancés** | **Petits États insulaires en développement** | **Pays en développement sans littoral** |
|  | **Revenu élevé (supérieur ou égal à 12 056 USD)** |
| Antigua-et-Barbuda |  | **✓** |  |
| Argentine |  |  |  |
| Bahamas |  | **✓** |  |
| Barbade |  | **✓** |  |
| Chili |  |  |  |
| Panama |  |  |  |
| Saint-Kitts-et-Nevis |  | **✓** |  |
| Trinité-et-Tobago |  | **✓** |  |
| Uruguay |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **États arabes**[[4]](#footnote-4) | **Faible revenu (inférieur ou égal à 995 USD)** |
| Comores | **✓** | **✓** |  |
| Somalie | **✓** |  |  |
| République arabe syrienne |  |  |  |
| Yémen | **✓** |  |  |
| **Revenu intermédiaire (tranche inférieure) (996-3 895 USD)** |
| Djibouti | **✓** |  |  |
| Égypte |  |  |  |
| Mauritanie | **✓** |  |  |
| Maroc |  |  |  |
| Soudan | **✓** |  |  |
| Tunisie |  |  |  |
| **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Algérie |  |  |  |
| Iraq |  |  |  |
| Jordanie |  |  |  |
| Liban |  |  |  |
| Libye |  |  |  |
| **Revenu élevé (supérieur ou égal à 12 056 USD)** |
| Bahreïn |  | **✓** |  |
| Koweït |  |  |  |
| Oman |  |  |  |
| Qatar |  |  |  |
| Arabie saoudite |  |  |  |
| Émirats arabes unis |  |  |  |
|  |
| **Asie-Pacifique** | **Faible revenu (inférieur ou égal à 995 USD)** |
| Afghanistan | **✓** |  | **✓** |
| Rép. pop. dém. de Corée |  |  |  |
| Népal (République du) | **✓** |  | **✓** |
| **Revenu intermédiaire (tranche inférieure) (996-3 895 USD)** |
| Bangladesh | **✓** |  |  |
| Bhoutan | **✓** |  | **✓** |
| Cambodge | **✓** |  |  |
| Inde |  |  |  |
| Indonésie |  |  |  |
| Kiribati | **✓** | **✓** |  |

|  | **Pays en développement** |
| --- | --- |
|  | **Pays** | **Pays les moins avancés** | **Petits Etats insulaires en développement** | **Pays en développement sans littoral** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Asie-Pacifique** | Lao (R.d.p.) | **✓** |  | **✓** |
| Micronésie |  | **✓** |  |
| Mongolie |  |  | **✓** |
| Myanmar | **✓** |  |  |
| Pakistan |  |  |  |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée |  | **✓** |  |
| Philippines |  |  |  |
| Salomon (Iles) | **✓** | **✓** |  |
| Sri Lanka |  |  |  |
| Timor-Leste | **✓** | **✓** |  |
| Vanuatu | **✓** | **✓** |  |
| Viet Nam |  |  |  |
| **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Chine |  |  |  |
| Fiji |  | **✓** |  |
| Iran (République islamique d') |  |  |  |
| Malaisie |  |  |  |
| Maldives |  | **✓** |  |
| Marshall (Iles) |  | **✓** |  |
| Nauru |  | **✓** |  |
| Samoa |  | **✓** |  |
| Thaïlande |  |  |  |
| Tonga |  | **✓** |  |
| Tuvalu | **✓** | **✓** |  |
| **Revenu élevé (supérieur ou égal à 12 056 USD)** |
| Brunéi Darussalam |  |  |  |
| Corée (Rép. de) |  |  |  |
| Singapour |  | **✓** |  |
|  |
| **Europe** | **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Turquie |  |  |  |

Source: Rapport des Nations Unies "Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019".

**Tableau 2**

| *C* | **Pays dont l'économie est en transition** |
| --- | --- |
|  | **Pays** | **Pays les moins avancés** | **Petits États insulaires en développement** | **Pays en développement sans littoral** |
| **CEI** | **Faible revenu (inférieur ou égal à 995 USD)** |
| Tadjikistan |  |  | **✓** |
| **Revenu intermédiaire (tranche inférieure) (996-3 895 USD)** |
| Kirghizistan |  |  | **✓** |
| Ouzbékistan |  |  | **✓** |
| **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Arménie |  |  | **✓** |
| Azerbaïdjan |  |  | **✓** |
| Bélarus |  |  |  |
| Kazakhstan |  |  | **✓** |
| Fédération de Russie |  |  |  |
| Turkménistan |  |  | **✓** |
| **Europe** | **Revenu intermédiaire (tranche inférieure) (996-3 895 USD)** |
| Géorgie |  |  |  |
| Moldova |  |  | **✓** |
| Ukraine |  |  |  |
| **Revenu intermédiaire (tranche supérieure) (3 896-12 055 USD)** |
| Albanie |  |  |  |
| Bosnie-Herzégovine |  |  |  |
| Monténégro |  |  |  |
| Macédoine du Nord |  |  | **✓** |
| Serbie |  |  |  |

Source: Rapport des Nations Unies "Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019".

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Cette politique s'applique, *mutatis mutandis*, aux bourses attribuées à l'État de Palestine (voir Résolution 99 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires). [↑](#footnote-ref-1)
2. Dans le contexte de la politique en matière d'octroi de bourses, l'expression "délégués ayant des besoins particuliers" doit se comprendre comme incluant les populations autochtones. [↑](#footnote-ref-2)
3. Rapport des Nations Unies "Situation et perspectives de l'économie mondiale 2019", publié en janvier 2019. Dans le rapport, les pays dont le revenu national brut (RNB) par habitant est inférieur ou égal à 995 USD sont classés parmi les pays à faible revenu; ceux dont le RNB par habitant est compris entre 996 et 3 895 USD et entre 3 896 et 12 055 USD sont classés parmi les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et à revenu intermédiaire (tranche supérieure), respectivement; et, enfin, ceux dont le RNB par habitant est supérieur ou égal à 12 056 USD sont classés parmi les pays à revenu élevé. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cette liste s'applique, *mutatis mutandis*, à l'État de Palestine (Résolution 99 (Rév. Dubaï, 2018)), qui est une économie à revenu intermédiaire (tranche inférieure). [↑](#footnote-ref-4)